



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

CP.TEIA/2002/13
12 juillet 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION
SUR LES EFFETS TRANSFRONTIÈRES
DES ACCIDENTS INDUSTRIELS

Deuxième réunion, 6-8 novembre 2002
(Point 7 de l'ordre du jour provisoire)

**PROJET DE DÉCISION SUR LES PRIORITÉS, LE PROGRAMME DE TRAVAIL
ET LES RESSOURCES AU TITRE DE LA CONVENTION POUR 2003-2004**

La Conférence des Parties,

Rappelant les dispositions des alinéas *b* et *c* du paragraphe 2 et du paragraphe 4 de l'article 18 de la Convention CEE-ONU sur les effets transfrontières des accidents industriels,

Ayant à l'esprit sa décision de renforcer l'application de la Convention,

Consciente que le succès de l'application de la Convention et du plan de travail y relatif dépend de l'existence de ressources administratives et financières suffisantes,

1. *Établit* les priorités ci-après pour ses futures activités:

a) Fournir une assistance aux Parties, en vue de l'application des dispositions de la Convention, et aux autres pays membres de la CEE-ONU, afin que le plus grand nombre d'entre eux ratifient cet instrument ou y adhèrent dans les meilleurs délais;

b) Accélérer l'identification et la notification d'activités dangereuses aux fins de la Convention;

c) Achever les négociations sur un instrument juridiquement contraignant relatif à la responsabilité civile des dommages causés par des activités dangereuses au regard de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels et de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux;

d) Promouvoir les mesures de prévention des accidents industriels, notamment de la pollution accidentelle des eaux;

e) Promouvoir la coopération bilatérale au titre de la Convention, pour ce qui est en particulier de l'application des mesures de préparation et d'intervention;

f) Renforcer l'efficacité du Système CEE-ONU de notification des accidents industriels;

g) Faciliter l'établissement des rapports sur les accidents industriels antérieurs et de leur analyse;

2. *Adopte* le programme de travail au titre de la Convention, y compris le programme de travail à long terme mis à jour et le plan de travail pour 2003-2004 tels qu'énoncés dans l'annexe I, première partie, et annexe I, deuxième partie, respectivement, à la présente décision;

3. *Engage* les Parties et invite les gouvernements des autres pays membres de la CEE-ONU à prendre une part active à l'application du plan de travail pour 2003-2004 et à jouer un rôle de chef de file dans l'exécution des éléments de programme prévus dans le plan de travail;

4. *Décide* que les Parties verseront des contributions volontaires en espèces ou en nature au budget de la Convention et leur recommande de le faire dès que possible;

5. *Invite* les autres pays membres de la CEE-ONU à verser eux aussi des contributions à ce budget;

6. *Se félicite* des annonces de contribution au budget faites par les Parties ci-après à la Convention: ... et par les autres pays membres de la CEE-ONU qui suivent:...;

7. *Accepte* le rapport du secrétariat sur l'emploi qui a été fait des ressources financières au titre de la Convention en 2001-2002 (CP.TEIA/2002/11) et adopte le budget de la Convention pour 2003-2004 tel que présenté dans l'annexe II à la présente décision;

8. *Approuve* les directives concernant l'assistance financière visant à couvrir la participation d'experts et de représentants des pays en transition aux réunions organisées dans le cadre de la Conférence des Parties, compte tenu des ressources disponibles, telles qu'énoncées dans l'annexe III à la présente décision;

9. *Invite* la Secrétaire exécutive de la CEE-ONU à renforcer, à l'aide de ressources extrabudgétaires supplémentaires, les services de secrétariat nécessaires à l'exécution des tâches prescrites dans le plan de travail pour 2003-2004;

10. *Prie* le secrétariat de la CEE-ONU de gérer les contributions volontaires en accord avec les pays et institutions donateurs;

11. *Prie* le Bureau, avec le concours du secrétariat de la CEE-ONU, d'établir un projet de budget pour le prochain exercice biennal, pour adoption à sa troisième réunion.

Annexe I

PROGRAMME DE TRAVAIL AU TITRE DE LA CONVENTION

Introduction

La présente annexe comprend le programme de travail à long terme (première partie) et le plan de travail pour 2003-2004 (deuxième partie) au titre de la Convention CEE-ONU sur les effets transfrontières des accidents industriels. La Conférence des Parties a décidé que, dans la mise en œuvre du programme de travail à long terme et du plan de travail pour 2003-2004, il y avait lieu de prendre dûment en considération les travaux engagés par d'autres organisations internationales, afin de développer les synergies et d'éviter les doubles emplois.

Première partie

PROGRAMME DE TRAVAIL À LONG TERME

Le programme de travail à long terme ci-après récapitule les tâches à accomplir au niveau intergouvernemental, prévues par la Convention ou proposées par la Conférence des Parties à ses première et deuxième réunions.

ÉLÉMENT DE PROGRAMME 1: Application de la Convention: suivi et assistance

1.1 Application de la Convention

Description générale: Les Parties doivent établir ou désigner une ou plusieurs autorités compétentes aux fins de la Convention (art. 17, par. 1). Elles doivent aussi appliquer la Convention dans les meilleurs délais et rendre compte de son application (art. 23). La Conférence des Parties doit suivre l'application de la Convention sur une base régulière [art. 18, par. 2 a)]. Les autres pays membres de la CEE-ONU sont invités à ratifier la Convention ou à y adhérer le plus rapidement possible et à faire rapport sur son application à l'aide du même cadre de présentation.

Travaux réalisés: Le secrétariat de la CEE-ONU a tenu à jour une liste des autorités compétentes qu'elle a diffusée sur la page d'accueil de la Convention sur Internet (<http://www.unece.org/env/teia/authorities.htm>). À sa première réunion, la Conférence des Parties a créé le Groupe de travail de l'application pour l'aider à suivre et examiner la mise en œuvre de la Convention par les Parties et approuvé un cadre de présentation des rapports, pour utilisation par les Parties et autres pays membres de la CEE-ONU (ECE/CP.TEIA/2, annexe III, décision 2000/2 concernant l'application de la Convention). Avec le concours du secrétariat de la CEE-ONU et sur la base des rapports sur l'application soumis par les pays, le Groupe de travail a établi le premier rapport sur l'application de la Convention. Il a également élaboré un projet de décision sur le renforcement de l'application de la Convention, contenant des conclusions et des recommandations établies sur la base du rapport. La Conférence des Parties a examiné ce document et l'a adopté à sa deuxième réunion.

Travaux à réaliser: Le secrétariat de la CEE-ONU continuera de tenir à jour la liste des autorités compétentes. Le Groupe de travail de l'application continuera à suivre l'application de la Convention. Sur la base des rapports nationaux soumis par les Parties et par les autres pays membres de la CEE-ONU à titre volontaire, il établira, avec le concours du secrétariat de la CEE-ONU, de nouveaux rapports sur l'application de la Convention, dont il tirera des conclusions, et formulera des projets de recommandations visant à renforcer l'application de la Convention qu'il soumettra à la Conférence des Parties pour examen et adoption. Le rapport du Groupe de travail sur l'application de la Convention sera publié sur la page d'accueil de la Convention sur Internet.

1.2 Assistance à fournir aux Parties en vue de l'application de la Convention et aux Signataires et aux autres pays membres de la CEE souhaitant devenir Parties en vue de la ratification de la Convention

Description générale: Les Parties et les autres pays membres de la CEE-ONU sont invités à rendre compte des difficultés qu'ils ont rencontrées pour appliquer la Convention ou la ratifier. Ils le feront dans le cadre de leur rapport sur l'application de la Convention. La Conférence des Parties recensera les problèmes posés par l'application et le processus de ratification et prêter l'assistance nécessaire chaque fois que possible et lorsqu'on lui en fera la demande.

Travaux réalisés: Un document de synthèse et un programme provisoire pour l'atelier sous-régional sur l'application de la Convention (prévu au départ du 19 au 21 septembre 2002, il a été reporté pour se tenir du 13 au 15 mars 2003) ont été établis sur la base des réponses reçues d'un certain nombre de nouveaux pays indépendants à un questionnaire élaboré à cette fin. La Conférence des Parties a examiné le document de synthèse et le programme provisoire de l'atelier et les a approuvés à sa deuxième réunion.

Travaux à réaliser: Un atelier sous-régional sur l'application de la Convention se tiendra du 13 au 15 mars 2003. Le Groupe de travail de l'application continuera d'examiner les besoins et les problèmes des pays, en particulier les pays en transition, et de faciliter la fourniture d'une assistance chaque fois que possible. D'autres ateliers et séminaires destinés à faciliter la ratification et l'application de la Convention seront organisés à la demande d'un pays ou d'un groupe de pays.

ÉLÉMENT DE PROGRAMME 2: Champ d'application de la Convention

2.1 Substances dangereuses

Description générale: Les catégories de substances et de préparations (partie I) et les substances nommément désignées (partie II) ainsi que les quantités limites correspondantes retenues aux fins de la définition des activités dangereuses visées par la Convention sont précisées à l'annexe I de la Convention.

Travaux réalisés: Les travaux d'expert ont été menés à bien au niveau de la CEE-ONU et de la Communauté européenne en vue de redéfinir les substances dangereuses et les quantités limites de substances «dangereuses pour l'environnement».

Travaux à réaliser: La Conférence des Parties examinera les recommandations du Groupe de travail technique 7 de la Communauté européenne (qui travaille également dans le cadre de la CEE-ONU) concernant d'éventuelles modifications à l'annexe I, qui pourront être apportées à la troisième réunion. Conformément à l'alinéa *c* du paragraphe 1 de l'annexe XII de la Convention, une liste des substances dangereuses, précisant leurs caractéristiques et indiquant comment procéder en cas d'accident industriel mettant en jeu ces substances, sera largement diffusée. En outre, conformément à l'alinéa *f* du paragraphe 1 de la même annexe, une liste des substances dangereuses visées à la partie I de l'annexe I sera établie et largement diffusée.

2.2 Activités dangereuses

Description générale: Conformément au paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention, les Parties doivent identifier toute activité dangereuse proposée ou existante pouvant avoir des effets transfrontières en cas d'accident et notifier ce type d'activité aux Parties susceptibles d'être touchées.

Travaux réalisés: Afin que toutes les Parties suivent la même démarche lorsqu'elles identifient des activités dangereuses et qu'elles en informent les autres Parties, des directives pratiques ont été élaborées. Comme le prévoit le paragraphe 6 de l'article 18, elles ont été adoptées par la Conférence des Parties à sa première réunion (ECE/CP.TEIA/2, annexe IV, décision 2000/3 concernant les lignes directrices destinées à faciliter l'identification des activités dangereuses aux fins de la Convention). Un certain nombre de Parties ont notifié les pays voisins de leurs activités dangereuses et en ont fait état dans leur rapport sur l'application.

Travaux à réaliser: La liste des activités dangereuses mentionnée à l'alinéa *e* du paragraphe 1 de l'annexe XII à la Convention sera établie par le Groupe de travail de l'application, avec le concours du secrétariat, à partir des rapports nationaux sur l'application de la Convention. Le Groupe de travail en rendra compte périodiquement à la Conférence des Parties. Une carte indiquant les lieux d'activité dangereuse pourrait être établie à un stade ultérieur.

ÉLÉMENT DE PROGRAMME 3: Prévention des accidents industriels

3.1 Prévention des accidents industriels

Description générale: Aux termes du paragraphe 1 de l'article 6, les Parties sont tenues de prendre des mesures appropriées pour prévenir les accidents industriels. En vertu du paragraphe 2 du même article, elles doivent aussi, dans le cas d'activités dangereuses, veiller à ce que les exploitants prennent des mesures pour réduire le risque d'accident industriel et démontrent que la sécurité est assurée dans le déroulement de ces activités. Les Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels et les Parties à la Convention CEE-ONU sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau) sont convenues de collaborer étroitement aux fins de la prévention de la pollution accidentelle des eaux transfrontières. On s'attachera à renforcer la coopération avec le secteur des entreprises, par exemple en organisant des ateliers, des séminaires et des voyages d'étude communs.

Travaux réalisés: Le Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels a poursuivi ses travaux en axant ses efforts sur la prévention de la pollution accidentelle des eaux comme l'ont décidé conjointement la Conférence des Parties et la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau. Son programme de travail a été approuvé par la Conférence des Parties à sa première réunion (ECE/CP.TEIA/2, annexe VI, décision 2000/5 concernant la prévention de la pollution accidentelle des eaux, par. 7). Son rapport d'activité a été approuvé par la Conférence à sa deuxième réunion.

Travaux à réaliser: Avec le concours du Groupe spécial mixte d'experts, la Conférence des Parties favorisera l'adoption de politiques et de pratiques optimales visant à renforcer la sécurité des activités industrielles, en particulier les activités dangereuses, grâce à l'échange de données d'expérience, et facilitera la fourniture d'une assistance technique, en particulier aux pays en transition.

ÉLÉMENT DE PROGRAMME 4: Points de contact et notification des accidents industriels

4.1 Système CEE-ONU de notification des accidents industriels

Description générale: Conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article 17, les Parties doivent désigner ou établir un point de contact aux fins de la notification des accidents industriels et un point de contact aux fins de l'assistance mutuelle. Il serait préférable que le point de contact soit dans les deux cas le même. Les Parties doivent, dans un délai de trois mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention, informer aussi les autres Parties, par l'intermédiaire du secrétariat de la CEE-ONU, des organes qu'elles ont désignés comme points de contact.

Aux termes du paragraphe 4 de l'article 17, les Parties doivent informer les autres Parties, par l'intermédiaire du secrétariat de la CEE-ONU, de tout changement concernant leurs points de contact dans le mois qui suit leur décision. Les autres pays membres de la CEE qui n'ont toujours pas désigné ni établi de point de contact sont invités à le faire dans les meilleurs délais et à en informer le secrétariat. Une liste actualisée des points de contact peut être consultée, en mode d'accès protégé, sur la page d'accueil de la Convention sur Internet.

Travaux réalisés: Pour rendre la procédure de notification entre les points de contact aussi efficace que possible et conformément aux articles 10, 12 et 17, ainsi qu'au paragraphe 1 a) de l'annexe XII, le Système CEE-ONU de notification des accidents industriels (CP.TEIA/2000/5) a été élaboré sous les auspices de la Réunion des Signataires. La Conférence des Parties l'a accepté à sa première réunion pour notifier, au niveau national, un accident majeur qui entraîne ou est susceptible d'entraîner des effets transfrontières ou une menace imminente d'un tel accident (ECE/CP.TEIA/2, annexe II, décision 2000/1 concernant le Système CEE-ONU de notification des accidents industriels). Trente-sept pays membres de la CEE-ONU et la Commission européenne ont déjà désigné des points de contact. Le secrétariat de la CEE-ONU a tenu à jour une liste des points de contact et l'a affichée, en mode d'accès protégé, sur la page d'accueil de la Convention sur Internet (<http://www.unece.org/env/teia/contact.htm>). Le Système CEE-ONU de notification a été testé deux fois en 2001, par la Croatie et la Hongrie.

Travaux à réaliser: Le secrétariat de la CEE-ONU continuera de tenir à jour la liste des points de contact et de la rendre accessible, en mode d'accès protégé, sur la page d'accueil de la Convention sur Internet. En application du paragraphe 4 de l'annexe IX, des essais et des examens continueront d'être effectués périodiquement pour s'assurer que le Système CEE-ONU est à tout moment opérationnel. En outre, un manuel sera rédigé à l'intention des points de contact. Une collaboration avec les autres institutions dotées de systèmes de notification et d'alerte¹ sera instaurée afin d'optimiser la circulation de l'information et de parvenir à une meilleure harmonisation. La formation du personnel des points de contact se poursuivra conformément au paragraphe 4 de l'annexe IX. Les tâches susmentionnées seront exécutées par les points de contact dans le cadre de consultations. Les rapports sur les consultations des points de contact et sur leurs activités seront communiqués à la Conférence des Parties.

ÉLÉMENT DE PROGRAMME 5: Préparation aux situations d'urgence, intervention et assistance mutuelle

5.1 Préparation aux situations d'urgence et intervention

Description générale: Aux termes du paragraphe 1 de l'article 8, les Parties doivent prendre des mesures appropriées et maintenir un état de préparation satisfaisant afin de pouvoir faire face aux accidents industriels et en atténuer les effets transfrontières. En outre, conformément aux paragraphes 2 à 4 de l'article 8, les Parties sont tenues d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'urgence sur site et hors site et de s'échanger des informations pour faire en sorte que les plans hors site soient compatibles. Enfin, conformément au paragraphe 3 de l'article 10 et au paragraphe 1 de l'article 11, les Parties sont tenues d'intervenir et de déclencher des plans d'urgence en cas d'accident industriel.

Travaux réalisés: La Conférence des Parties et le Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels ont favorisé la coopération entre les Parties et, en particulier, l'échange de données d'expérience sur l'application des mesures de préparation et d'intervention. À cette fin, deux exercices d'intervention ont été organisés conjointement sous les auspices de la Conférence des Parties et de la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau. Ces deux exercices pratiques ont été complétés par des conférences:

- Atelier et exercices internationaux sur la sécurité industrielle et la protection des eaux dans les bassins fluviaux transfrontières – Tiszaújváros (Hongrie), 3-5 octobre 2001 (rapport publié sous la cote CP.TEIA/2001/6-MP.WAT/WG.1/2001/4);
- Exercice russo-polonais d'intervention transfrontière «Kotki 2002» et Séminaire international sur la préparation aux accidents industriels, les moyens d'intervention et l'atténuation des effets transfrontières – Ketrzyn (Pologne), 13-15 juin 2002 (rapport publié sous la cote CP.TEIA/2002/4-MP.WAT/WG.1/2002/3).

À sa deuxième réunion, la Conférence des Parties a adopté les conclusions figurant dans les rapports des deux exercices.

¹ En particulier avec les systèmes mis au point et utilisés dans le cadre de la Convention sur l'eau.

Travaux à réaliser: Des dispositions continueront d'être prises pour assurer la mise en commun de données d'expérience et fournir une assistance pour l'adoption et l'application de mesures de préparation et d'intervention². L'organisation d'exercices d'intervention aux niveaux bilatéral et multilatéral sera encouragée et appuyée.

5.2 Fourniture d'une assistance mutuelle

Description générale: En application de l'article 12 de la Convention, les Parties peuvent demander une assistance à d'autres Parties en cas d'accident industriel. La Partie qui reçoit une demande d'assistance prend une décision rapide et fait savoir promptement à la Partie qui a soumis la demande si elle est en mesure de fournir l'assistance nécessaire.

Travaux à réaliser: Conformément au paragraphe 2 b) de l'article 18, la Conférence des Parties continuera de faciliter la fourniture d'une assistance et de conseils techniques aux Parties touchées par des accidents industriels. Elle peut également décider de renforcer la coopération avec d'autres organisations et institutions internationales, en particulier avec le Groupe mixte de l'environnement PNUE/OCHA, afin de mieux coordonner et harmoniser les modalités d'assistance.

ÉLÉMENT DE PROGRAMME 6: Responsabilité et obligation de réparer

6.1 Régime de responsabilité

Description générale: Conformément à l'article 13 de la Convention, les Parties appuient les initiatives internationales appropriées visant à élaborer des règles, critères et procédures concernant la responsabilité et l'obligation de réparer.

Travaux réalisés: En 2000, comme suite à l'accident de Baia Mare (Roumanie), la délégation suisse a proposé que des négociations soient engagées en vue de l'élaboration d'un protocole, relatif à la responsabilité civile, se rapportant aussi bien à la Convention CEE-ONU sur les effets transfrontières des accidents industriels qu'à la Convention CEE-ONU sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux. À leur deuxième réunion (23-25 mars 2000), les Parties à la seconde Convention ont chargé l'Équipe spéciale des aspects juridiques et administratifs d'élaborer un rapport dans lequel elle recenserait les lacunes de la législation multilatérale relative à la responsabilité et à l'obligation de réparer et proposerait les moyens qui pourraient être pris pour les combler. Tenant compte des conclusions de ce rapport, la Conférence des Parties a souligné, à sa première réunion, la nécessité d'établir dans la région de la CEE-ONU un régime approprié, comprenant un instrument juridiquement contraignant, concernant la responsabilité civile en cas de dommages résultant d'activités dangereuses qui entrent dans le champ d'application des deux Conventions. Elle a également chargé son Bureau de collaborer étroitement avec le Bureau de la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau en vue de préparer une session extraordinaire conjointe des organes directeurs des deux Conventions en 2001 en vue d'envisager le lancement d'un processus de négociation intergouvernemental (ECE/CP.TEIA/2, annexe VII, décision 2000/6 concernant la responsabilité

² Avec la participation et la collaboration d'experts de la Convention sur l'eau.

et l'obligation de réparer). La session extraordinaire conjointe de deux organes directeurs (tenue à Genève les 2 et 3 juillet 2001) a décidé de lancer un processus de négociation intergouvernemental en vue d'élaborer un instrument juridiquement contraignant concernant les dommages transfrontières causés par des activités dangereuses au regard des deux conventions. Pour ce faire, les Parties ont créé le Groupe de travail intergouvernemental de la responsabilité civile (ECE/MP.WAT/7 – ECE/CP.TEIA/5). Le processus de négociation en vue de l'établissement d'un protocole, dont le champ d'application serait limité aux accidents industriels résultant d'une activité dangereuse ayant entraîné des effets transfrontières sur les eaux transfrontières, est en voie d'achèvement. Le Groupe de travail a déjà tenu quatre réunions de négociation.

Travaux à réaliser: Achèvement des négociations en vue de l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant sur la responsabilité civile applicable aux dommages transfrontières causés par des activités dangereuses au regard des Conventions CEE-ONU sur les effets transfrontières des accidents industriels et sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux. Présentation d'un projet d'instrument à une session extraordinaire conjointe des organes directeurs des deux Conventions, pour adoption et signature.

ÉLÉMENT DE PROGRAMME 7: Coopération scientifique et technologique

7.1 Facilitation de l'échange d'informations et de techniques de sécurité

Description générale: Aux termes des articles 14, 15 et 16 de la Convention, les Parties entreprennent des travaux de recherche-développement sur les technologies pour prévenir les accidents industriels, s'y préparer et y faire face et coopèrent à l'exécution de ces travaux, échantent les informations qui peuvent raisonnablement être obtenues et facilitent l'échange de technologies.

Travaux réalisés: La Conférence des Parties a encouragé l'échange de données, de systèmes de gestion de la sécurité et de techniques de sécurité entre les Parties et d'autres pays membres de la CEE-ONU. À sa deuxième réunion, les Parties ont examiné des procédures permettant de créer des conditions plus favorables à ces échanges comme le prévoit le paragraphe 5 de l'article 18 de la Convention, et adopté les conclusions formulées par les participants à l'atelier sur la facilitation de l'échange de systèmes de gestion de la sécurité et de techniques de sécurité, qui s'était tenu à Chisinau (République de Moldova) les 4 et 5 novembre 2002, juste avant la réunion.

Travaux à réaliser: La Conférence des Parties continuera à favoriser la coopération bilatérale et multilatérale dans le but de faciliter l'échange d'informations et de techniques de sécurité entre les Parties à la Convention. Elle s'attachera à promouvoir l'éducation et la formation aux fins de l'application de mesures de prévention, de préparation et d'intervention par le biais d'ateliers, de séminaires et de stages de formation.

En application de l'alinéa *d* du paragraphe 1 de l'annexe XII, il sera constitué un registre d'experts pouvant fournir une aide en ce qui concerne les mesures de prévention, de préparation et d'intervention. En outre, conformément à l'alinéa *b* du paragraphe 3 de la même annexe, la Conférence des Parties pourra, à la demande d'une Partie, inspecter ses activités dangereuses et lui fournir une assistance pour lui permettre d'organiser des inspections nationales.

ÉLÉMENT DE PROGRAMME 8: Accidents industriels antérieurs

8.1 Notification des accidents industriels antérieurs

Description générale: L'alinéa *b* du paragraphe 1 et l'alinéa *a* du paragraphe 2 de l'annexe XII à la Convention prévoient de constituer et de tenir à jour une banque de données pour la réception, le traitement et la diffusion d'informations sur les accidents industriels antérieurs.

Travaux réalisés: La Conférence des Parties a créé le Système CEE-ONU de notification des accidents industriels antérieurs que les Parties et les autres pays membres de la CEE utiliseront pour signaler des accidents industriels antérieurs ayant eu des effets transfrontières. En outre, elle a accepté la proposition de la Commission européenne d'assurer la diffusion et l'exploitation du Système CEE-ONU de notification des accidents industriels antérieurs dans le cadre du Système de notification des accidents majeurs de l'Union européenne. À cette fin, le mandat pour la coopération entre la Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies et la Direction générale – Centre commun de recherche (DG-CCR) de la Commission européenne a été adopté (ECE/CP.TEIA/2, annexe V, décision 2000/4 concernant la notification des accidents industriels antérieurs).

Travaux à réaliser: Les Parties à la Convention, ainsi que les autres pays membres de la CEE-ONU qui le souhaitent, désigneront des correspondants chargés d'établir les rapports sur les accidents industriels antérieurs. Les logiciels nécessaires leur seront fournis par le Bureau des risques d'accidents majeurs de la DG-CCR. Les Parties et les autres pays membres de la CEE qui le souhaitent signaleront les accidents industriels antérieurs en utilisant le Système CEE-ONU de notification des accidents industriels antérieurs. La Conférence fera le point périodiquement sur le processus de notification de ces accidents ainsi que sur les conclusions et les enseignements à tirer des accidents notifiés, sur la base des rapports du Bureau des risques d'accidents majeurs. Les informations concernant les accidents industriels antérieurs seront communiquées à tous les pays membres de la CEE-ONU, afin qu'ils puissent renforcer les mesures de prévention, de préparation et d'intervention face aux risques d'accidents industriels.

Deuxième partie

PLAN DE TRAVAIL POUR 2003-2004

On trouvera ci-après les éléments du programme de travail à long terme (première partie) qui devront être mis en œuvre en priorité entre les deuxième et troisième réunions de la Conférence des Parties (2003-2004).

ÉLÉMENT DE PROGRAMME 1: Application de la Convention: suivi et assistance

1.1 Application de la Convention

- 1.1.1 Tenir à jour une liste des autorités compétentes, qui sera diffusée sur la page d'accueil de la Convention sur Internet (secrétariat de la CEE-ONU);
- 1.1.2 Élaborer le deuxième rapport sur l'application de la Convention, qui sera diffusé sur la page d'accueil de la Convention sur Internet (Groupe de travail de l'application);
- 1.1.3 Formuler des conclusions et des recommandations visant à renforcer l'application de la Convention sur la base du rapport sur l'application (Groupe de travail de l'application).

1.2 Assistance à fournir aux Parties en vue de l'application de la Convention et aux Signataires et aux autres pays membres de la CEE souhaitant devenir Parties en vue de la ratification de la Convention

- 1.2.1 Organiser un atelier sous-régional sur l'application de la Convention (Erevan (Arménie), 13-15 mars 2003)
(Arménie, Bureau de la Conférence des Parties, Groupe de travail de l'application et secrétariat de la CEE-ONU);
- 1.2.2 Organiser d'autres ateliers pour faciliter l'application et la ratification de la Convention.

ÉLÉMENT DE PROGRAMME 2: Champ d'application de la Convention

2.1 Activités dangereuses

- 2.1.1 Établir une liste des activités dangereuses (Groupe de travail de l'application);
- 2.1.2 Réviser, selon que de besoin, les lignes directrices destinées à faciliter l'identification des activités dangereuses aux fins de la Convention (Groupe de travail de l'application).

ÉLÉMENT DE PROGRAMME 3: Prévention des accidents industriels

3.1 Prévention de la pollution accidentelle des eaux

- 3.1.1 Poursuivre les travaux sur la prévention de la pollution accidentelle des eaux, comme prévu dans la décision 2000/5 concernant la prévention de la pollution accidentelle des eaux (ECE/CP.TEIA/2, annexe VI) (Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels).

ÉLÉMENT DE PROGRAMME 4: Points de contact et notification des accidents industriels

4.1 Système CEE-ONU de notification des accidents industriels

- 4.1.1 Gérer la liste des points de contact (secrétariat de la CEE-ONU);
- 4.1.2 Tester le Système CEE-ONU et le revoir en fonction des résultats observés (points de contact et secrétariat de la CEE-ONU);
- 4.1.3 Rédiger un manuel à l'intention des points de contact et organiser des consultations et stages de formation pour leur personnel (points de contact et secrétariat de la CEE-ONU);
- 4.1.4 Faciliter l'harmonisation du Système CEE-ONU et des systèmes de notification et d'alerte relevant de la Convention sur l'eau³ (points de contact, Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels et secrétariat de la CEE-ONU).

ÉLÉMENT DE PROGRAMME 5: Préparation aux situations d'urgence, intervention et assistance mutuelle

5.1 Préparation aux situations d'urgence et intervention

- 5.1.1 Organiser un exercice d'intervention face à une simulation d'accident industriel³.

ÉLÉMENT DE PROGRAMME 6: Responsabilité et obligation de réparer

6.1 Régime de responsabilité

- 6.1.1 Achever les négociations en vue de l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant sur la responsabilité civile applicable aux dommages transfrontières causés par des activités dangereuses au regard des Conventions CEE-ONU sur les effets transfrontières des accidents industriels et sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Groupe de travail intergouvernemental de la responsabilité civile/secrétariat de la CEE-ONU).

³ Dans le cadre du programme de travail du Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels.

ÉLÉMENT DE PROGRAMME 7: Coopération scientifique et technologique

7.1 Facilitation de l'échange d'informations et de techniques de sécurité

- 7.1.1 Constituer un registre d'experts pouvant fournir une assistance en ce qui concerne les mesures de prévention, de préparation et d'intervention (secrétariat de la CEE-ONU).

ÉLÉMENT DE PROGRAMME 8: Accidents industriels antérieurs

8.1 Notification des accidents industriels antérieurs

- 8.1.1 Exploiter le Système CEE-ONU de notification des accidents industriels antérieurs dans le cadre du système existant de notification des accidents majeurs de l'Union européenne et diffuser des données sur les accidents industriels antérieurs (Bureau des risques d'accidents majeurs – secrétariat de la CEE-ONU).

Annexe II

BESOINS EN RESSOURCES POUR 2003-2004

No ^a	Domaine/élément/activité de programme	Pays/institution chef de file Pays/institutions d'appui	Contributions	Budget prévu	Résultat attendu
1.	Application de la Convention: suivi et assistance				
1.1	Application de la Convention				
1.1.1	Tenir à jour à jour une liste des autorités compétentes accessible sur la page d'accueil de la Convention sur Internet	Secrétariat CEE-ONU Toutes les Parties			Liste des autorités compétentes sur Internet
1.1.2	Établir le deuxième rapport sur l'application de la Convention, qui sera accessible sur la page d'accueil de la Convention sur Internet	Groupe de travail de l'application Toutes les Parties	À organiser par le Groupe de travail		Deuxième rapport sur l'application de la Convention
1.1.3	Formuler des conclusions et des recommandations visant à renforcer l'application de la Convention, à partir du rapport sur l'application	Groupe de travail de l'application	À organiser par le Groupe de travail		Conclusions et recommandations pour adoption par la Conférence des Parties
1.2	Assistance à fournir aux Parties en vue de l'application de la Convention et aux Signataires et autres pays membres de la CEE-ONU souhaitant devenir Parties à la Convention en vue de la ratification				
1.2.1	Organiser un atelier sous-régional sur l'application de la Convention	Arménie Bureau de la Conférence des Parties Groupe de travail de l'application Secrétariat CEE-ONU	À organiser par le Bureau et le Groupe de travail	30 000 US\$	Recommandations et assistance visant à surmonter les obstacles à la ratification et à l'application
1.2.2	Organiser d'autres ateliers visant à faciliter l'application et la ratification de la Convention	Bureau de la Conférence des Parties Groupe de travail de l'application Secrétariat CEE-ONU			Recommandations et assistance visant à surmonter les obstacles à la ratification et à l'application

No ^a	Domaine/élément/activité de programme	Pays/institution chef de file Pays/institutions d'appui	Contributions	Budget prévu	Résultat attendu
2.	Champ d'application de la Convention				
2.1	Activités dangereuses				
2.1.1	Établir une liste des activités dangereuses	Groupe de travail de l'application Toutes les Parties	À organiser par le Groupe de travail		Liste des activités dangereuses
2.1.2	Réviser, selon que de besoin, les lignes directrices destinées à faciliter l'identification des activités dangereuses aux fins de la Convention	Groupe de travail de l'application	À organiser par le Groupe de travail		Recommandations éventuelles sur les modifications à apporter aux lignes directrices
3.	Prévention des accidents industriels				
3.1	Prévention de la pollution accidentelle des eaux				
3.1.1	Poursuivre les travaux sur la prévention de la pollution accidentelle des eaux	Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels Hongrie Suisse	Fédération de Russie (en nature – une réunion)	25 000 US\$	Exécution du programme de travail
4.	Points de contact et notification des accidents industriels				
4.1	Système CEE-ONU de notification des accidents industriels				
4.1.1	Tenir à jour la liste des points de contact	Secrétariat CEE-ONU			Liste des points de contact sur Internet
4.1.2	Tester le Système CEE-ONU de notification des accidents industriels et le réexaminer en fonction des résultats de ces essais	Points de contact Secrétariat CEE-ONU			Recommandations visant à améliorer l'efficacité du système
4.1.3	Rédiger un manuel à l'usage des points de contact et organiser des consultations et stages de formation à l'intention de leur personnel	Points de contact Secrétariat CEE-ONU	À organiser par le Bureau et le secrétariat CEE-ONU avec les donateurs	25 000 US\$	Manuel à l'usage des points de contact et consultations/stages de formation

No ^a	Domaine/élément/activité de programme	Pays/institution chef de file Pays/institutions d'appui	Contributions	Budget prévu	Résultat attendu
4.1.4	Faciliter l'harmonisation du Système CEE-ONU et des systèmes de notification et d'alerte relevant de la Convention sur l'eau	Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels Points de contact Secrétariat CEE-ONU			Recommandations en vue de l'harmonisation
5.	Préparation aux situations d'urgence, intervention et assistance mutuelle				
5.1	Préparation aux situations d'urgence et intervention				
5.1.1	Organiser un exercice d'intervention transfrontière simulant un accident industriel	Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels Secrétariat CEE-ONU	À organiser par le Bureau et le secrétariat CEE-ONU avec les donateurs	25 000 US\$	Échange de données d'expérience concernant l'élaboration et l'application de mesures de préparation et d'intervention
6.	Responsabilité et obligation de réparer				
6.1	Régime de responsabilité				
6.1.1	Achever les négociations en vue de l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant applicable aux dommages transfrontières causés par des activités dangereuses au regard de la Convention sur les accidents industriels et de la Convention sur l'eau	Groupe de travail intergouvernemental de la responsabilité civile Secrétariat CEE-ONU	À organiser par les Bureaux et le secrétariat CEE-ONU avec les donateurs	25 000 US\$	Instrument sur la responsabilité civile
7.	Coopération scientifique et technologique				
7.1	Échange d'informations et de techniques de sécurité				
7.1.1	Constituer un registre d'experts pouvant fournir une assistance en ce qui concerne les mesures de prévention, de préparation et d'intervention	Secrétariat CEE-ONU Toutes les Parties			Registre d'experts

No ^a	Domaine/élément/activité de programme	Pays/institution chef de file Pays/institutions d'appui	Contributions	Budget prévu	Résultat attendu
8.	Accidents industriels antérieurs				
8.1	Notification des accidents industriels antérieurs				
8.1.1	Exploiter le Système CEE-ONU de notification des accidents industriels antérieurs dans le cadre du système existant de notification des accidents majeurs (MARS) de l'Union européenne et diffuser des informations sur les accidents industriels antérieurs	Commission européenne – DG-CCR Secrétariat CEE-ONU	En nature En nature		Système CEE-ONU de notification des accidents industriels antérieurs
	Troisième réunion de la Conférence des Parties	Bureau Secrétariat CEE-ONU		45 000 US\$	Troisième réunion de la Conférence des Parties
	Deux réunions du Bureau (2003 et 2004)	Bureau Secrétariat CEE-ONU	À organiser par le Bureau	5 000 US\$	Réunions du Bureau
	Promotion de la Convention et assistance pour l'exécution du plan de travail	Secrétariat CEE-ONU Bureau	À organiser par le Bureau et le secrétariat CEE-ONU avec les donateurs	10 000 US\$	Matériel de promotion, documents de fond et équipement

^a Les numéros correspondent à ceux qui sont assignés aux activités dans le plan de travail pour 2003-2004.

Annexe III**REPRÉSENTANTS DES PAYS EN TRANSITION AUX RÉUNIONS
TENUES DANS LE CADRE DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES**

Pays	PIB par habitant en 2001, en US\$	Note: Seuil fixé aux fins de l'aide financière pour 2003-2004 = 2 500 dollars É.-U.; les pays dont le PIB par habitant est inférieur à 1 550 dollars peuvent bénéficier d'une aide financière (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance); les pays dont le PIB par habitant est compris entre 1 550 et 2 500 dollars peuvent bénéficier d'une aide financière (indemnité journalière de subsistance seulement).				
Fédération de Russie	2 140	Peuvent bénéficier d'une aide financière (indemnité journalière de subsistance seulement)				
Roumanie	1 772					
ex-Rép. yougoslave de Macédoine	1 727					
Bulgarie	1 705					
Kazakhstan	1 510	Peuvent bénéficier d'une aide financière (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance)				
Bélarus	1 220					
Albanie	1 201					
Bosnie-Herzégovine	1 125					
Turkménistan	1 083					
Yougoslavie	986					
Ukraine	766					
Azerbaïdjan	705					
Géorgie	693					
Arménie	558					
Ouzbékistan	461					
République de Moldova	407					
Kirghizistan	308					
Tadjikistan	167					
PAYS POUVANT BÉNÉFICIER D'UNE AIDE	18					
PAYS POUVANT BÉNÉFICIER D'UNE AIDE – INDEMNITÉ JOURNALIÈRE DE SUBSISTANCE SEULEMENT	4					
PAYS POUVANT BÉNÉFICIER D'UNE AIDE – FRAIS DE VOYAGE + INDEMNITÉ JOURNALIÈRE DE SUBSISTANCE	14					
